



JRRCF

Jeunes pour la Renaissance Communiste en France

26 PROPOSITIONS POUR LA JEUNESSE DE FRANCE

Inspirées du programme

«Pour de nouveaux jours heureux»

Réparties en 4 thèmes :

- ***Logement***
- ***Éducation***
- ***Travail***
- ***Protection de la jeunesse***

I - Logement

Des loyers trop chers, des locaux et appartements à l'abandon, des expulsions et des S.D.F. toujours plus nombreux...

Telles sont les conséquences d'un système prônant la spéculation immobilière et le profit au détriment de la dignité des femmes et des hommes. Face à ce système, nous apportons nos propositions pour que le droit au logement devienne inaliénable et que le caractère constitutionnel de ce droit soit réaffirmé et défendu.

«*La Nation assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement. Elle garantit à tous, notamment à l'enfant, à la mère et aux vieux travailleurs, la protection de la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs. Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence.*» (10^{ème} et 11^{ème} alinéas du préambule de la Constitution du 27 octobre 1946)

- Une loi pour un droit au logement, effectif et imprescriptible. Elle prescrira les mesures nécessaires à cet effet telles que la réquisition des appartements et bureaux vides, l'interdiction des sur-loyers, des coupures gaz, d'eau et d'électricité, des saisies et expulsions des familles en difficultés financières. Elle devra également développer l'accessibilité des logements aux handicapés.
- Des aides financières automatiques de la part des banques pour l'installation des jeunes ménages. Les fonds en suspens et les bénéfices énormes générés par les banques privés doivent servir l'intérêt général et, notamment, les jeunes ménages désirant s'installer mais n'en ayant pas les moyens. Il est intolérable de constater que de jeunes couples avec enfants en difficultés financières sont forcés de «s'arranger» avec les familles concernées ou d'occuper des appartements insalubres et trop étroits.
- Mettre véritablement en pratique le 1% patronal dédié au logement social. C'est aujourd'hui un véritable parcours du combattant pour un salarié que de faire la demande du 1% patronal. De nombreuses entreprises font traîner les dossiers jusqu'à ce qu'il abandonne et trouve de lui-même d'autres solutions. Une situation inacceptable, due à la mauvaise volonté du patronat à appliquer la loi qui doit cesser.

II - Éducation

Considérant que l'éducation doit être le pilier central de notre République et la cause numéro un de la politique du pouvoir populaire, nous faisons les propositions suivantes pour renforcer le système éducatif, aujourd'hui de moins en moins efficace, creusant les inégalités et de plus en plus infiltré par le patronat et l'idéologie libérale.

- Refuser radicalement tout formatage idéologique des jeunes enseignants sous le couvert d'une pédagogie anglo-saxonne d'inspiration néo-libérale (les com-

pétences). Ce n'est pas l'élève ou l'individu qui est au centre de l'école nationale, mais la transmission, aussi active que possible, des connaissances acquises avec esprit critique, le but étant la formation de l'homme, du citoyen et du travailleur.

- Enseigner aux jeunes dans le cadre de leur scolarité secondaire la réflexion sur l'éducation des enfants, la vie sexuelle et affective. L'éducation nationale n'a que trop abandonné ces terrains importants, laissant sa place aux seuls parents, à la pornographie et (ou) à des organisations développant des théories réactionnaires. La République doit reprendre le pas sur cette instruction et défendre ses valeurs.
- Le travail scolaire doit être valorisé autrement que par des bourses «*au mérite*». Valorisation de l'engagement civique, politique, syndical, collectif et associatif au même titre que l'autonomie et l'esprit d'initiative. Il est nécessaire d'en finir avec les réflexes individualistes et les replis de toutes sortes que tend à développer le système capitaliste et ses sbires aux commandes des médias. Le travail collectif ne doit plus se contenter d'être un vague concept de bonne conscience. Il doit être concret et valorisé à juste titre.
- Développer le goût des jeunes générations pour les valeurs progressistes et humanistes. La mémoire, la protection du patrimoine culturel, la diffusion des connaissances scientifiques, le respect dû à la Résistance antifasciste et aux combattants du progrès social, la connaissance critique de l'histoire nationale et mondiale, le développement de la lecture et la connaissance de la littérature nationale et mondiale, la mise en valeur du travail et des travailleurs seront encouragés, serviront de points d'appui à ce développement et permettront la diffusion la plus large de valeurs telles que la paix, la justice, l'égalité, le progrès, la création, le travail, le bonheur, la solidarité humaine et la liberté.
- Prolonger la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans. Le trop grand nombre de mineurs marginalisés et «*perdus de vue*» par leur déscolarisation suite à un échec scolaire est inquiétant et révoltant. Des dispositifs réfléchis doivent permettre aux jeunes concernés, tout en continuant leur scolarité au sein de l'Éducation Nationale, d'être écoutés et protégés de la dé-socialisation.
- Limiter les effectifs de classe à 25 dans le primaire et le secondaire. Les sur-effectifs, dus aux coupes drastiques dans les budgets de l'Éducation Nationale, ne permettent pas aux enseignants de pratiquer correctement leur travail et donc aux élèves d'apprendre. Le recul du niveau scolaire dans notre pays en est une des preuves les plus flagrantes. Redonnons aux instituteurs et aux professeurs les moyens d'enseigner dans de bonnes conditions.
- Mettre en place un organisme public d'orientation démocratique des élèves et étudiants. Ce service permettra à chacun de profiter de la formation la plus large en fonction de ses aspirations, de ses capacités, d'en finir avec l'énorme gâchis de l'échec scolaire et universitaire et capable de déterminer le secteur d'activité où chacun pourra s'épanouir d'autant plus qu'il servira mieux la société.

III - Travail

Pour en finir avec les contrats précaires, la sur-exploitation au travail et le chômage, il est grand temps d'apporter une réelle sécurité dans le domaine du travail pour tous les jeunes, étudiants, travailleurs ou au chômage.

Cette sécurité se bâtit par une revalorisation des salaires, par la fin des contrats d'intérim à tout va et des contrats «*Jeunes*», ainsi que par l'application stricte du Code du Travail actuel qui devra lui aussi évoluer dans le sens du bien-être et de droits plus larges pour les travailleurs. Nous faisons donc les propositions suivantes :

- Augmentation du S.M.I.C. à 1600€ net, afin de relancer le pouvoir d'achat des travailleurs et de les sortir de la précarité liée à l'augmentation des prix des biens et des services.
- Abrogation de toutes les dispositions permettant de recruter les jeunes travailleurs en dérogeant aux dispositions générales. Les «*Emplois Jeunes*», «*Emplois d'Avenir*» et autres C.U.I. n'existent que par le chantage du grand patronat, qui refuse aujourd'hui d'embaucher, et ne sont aujourd'hui que les cache-misères d'une politique d'emploi qui ne fonctionne pas.
- Intégration des apprentis et des contrats «*Jeunes*» dans les effectifs de l'entreprise. Ces nombreux jeunes, exécutent souvent presque autant, voire la même charge de travail qu'un salarié sous contrat classique; Ils sont de plus en plus sous-payés, n'ont évidemment pas les mêmes droits que leurs collègues en C.D.D. ou C.D.I. et cette non prise en compte dans les effectifs permet souvent aux employeurs d'échapper à certaines obligations sociales découlant du nombre de salariés.
- Reconnaissance des qualifications : les salaires ne sont, pour la plupart, que le reflet de l'emploi que l'on occupe, qu'importe les études, si longues qu'elles aient pu être. Constatant que nombre de diplômés ne trouvent pas d'emplois correspondant à leur cursus universitaire, il faut, d'une part, permettre à ces derniers, par une réduction et donc un partage du temps de travail, de trouver rapidement un poste au niveau de leur qualification et, d'autre part, lier définitivement et sans compromis le salaire à la qualification.
- Rétablissement du statut d'étudiants-salariés à chaque étudiant exerçant une activité salariée. Alors qu'un étudiant sur deux a une activité rémunérée à côté de ses études ou en lien avec elles, seuls 20% d'entre eux, considérés comme ayant une activité concurrençant le temps d'étude, relèvent du statut d'étudiant-salarié. Quelques heures de travail par semaine suffisent pour gêner des études. Nous demandons donc à ce que chaque étudiant exerçant une activité salariée relève de ce statut.
- Application du droit du travail dans les emplois peu qualifiés généralement occupés par des jeunes. Trop d'abus et d'entorses au Code du Travail et à la Loi sont constatés tous les jours. Il est grand temps d'affecter les moyens nécessaires à empêcher des employeurs de ne voir en

la jeunesse qu'un réservoir de travailleurs peu chers, flexibles, généralement non syndiqués et ayant besoin d'argent.

IV - Protection de la jeunesse

Alors que le système capitaliste en France aura bientôt jeté plus de 10 millions de nos concitoyens, travailleurs, chômeurs, étudiants ou retraités dans la pauvreté, que propose notre caste politique ? Toujours plus d'individualisme, toujours moins de solidarité... Nous refusons cet état des choses et apportons ces propositions pour contrer le fléau, aujourd'hui organisé, de la précarité.

- Soins gratuits pour les salariés, chômeurs et étudiants ayant un revenu inférieur ou égal au S.M.I.C.. De nombreux travailleurs, chômeurs, notamment jeunes, refusent d'aller voir le médecin et de se soigner, ne pouvant tout simplement pas avancer le prix d'une consultation. La gratuité des soins pour ces catégories de personnes doit leur permettre de se rendre chez le médecin et de se soigner aussi souvent que nécessaire.
- Utilisation des stocks de produits alimentaires pour aider les familles les plus pauvres. Les jeunes couples avec un ou plusieurs enfants sont toujours plus nombreux à fréquenter les associations d'aides alimentaire comme *Les Restos du Cœur* ou *le Secours Populaire*. Or, ces associations manquent de plus en plus de denrées. La France est pourtant un pays riche et notre République est largement capable de nourrir correctement tous ses citoyens et tous ceux qui y vivent.
- Créer des moyens spécifiques pour faciliter la réintégration des jeunes marginalisés par la crise. La jeunesse a particulièrement souffert, et souffre toujours, de la «*crise*» de 2008. Plans d'austérité sur plans d'austérité, commandés par l'U.E., n'auront fait qu'augmenter le chômage des jeunes, leur précarisation ainsi que le retrait d'une bonne part d'entre eux de la vie collective. Ces jeunes marginalisés doivent être aidés par des dispositifs financiers conséquents, par le biais d'associations ou par la formation professionnelle planifiée et ce de manière efficace et sans cadeaux inutiles au patronat.
- En finir avec le harcèlement policier contre les jeunes : retour à la loi de 1945 sur la protection des mineurs. Affectation de la Brigade Anti-Criminalité à de véritables tâches de lutte contre le crime. Les moyens de répressions aujourd'hui utilisés contre des mineurs contrevenant à la Loi sont largement excessifs, peu voire pas du tout pédagogiques, et très loin d'apporter des résultats positifs. Il faut désormais mettre en avant les services de l'État, et d'organismes liés, de suivis pédagogique des mineurs de façon bien plus importante que ceux de la police et de la gendarmerie. Il est évident, de la même façon, que la B.A.C. (Brigade Anti-Criminalité) n'a pas à «*sécuriser*» une manifestation lycéenne ou étudiante. Sa présence ne fait qu'attiser les tensions et, en dernier lieu, n'est là que pour jouer de la matraque et gazer à tout va.

- Revitalisation des Caisses d'Allocations Familiales. Le travail des Caisses d'Allocations Familiales (C.A.F.) est souvent décrié par ceux qui les fréquentent. Il faut néanmoins comprendre que cela n'est pas dû à des «fonctionnaires fainéants» mais à un manque, voulu et organisé, d'argent et de moyens. Réactualisons les missions premières des C.A.F. et donnons y les fonds nécessaires pour leur bon fonctionnement et leur rapprochement des couches populaires.
- Une couverture sociale pour tous, notamment pour les jeunes n'ayant jamais occupé d'emploi, dès leur inscription à Pôle Emploi, et les jeunes handicapés dès leur admission à l'A.A.H.. La sécurité sociale doit couvrir les «risques sociaux» de tous sans exception, de la même façon pour un salarié que pour un jeune étudiant n'ayant jamais travaillé et n'étant plus considéré comme dépendant de ses parents.
- Un droit aux vacances effectivement assuré et stimulé notamment pour les jeunes des milieux défavorisés. Les dispositifs favorisant les départs en vacances sont trop inconnus aujourd'hui des plus démunis et profitent presque seulement à ceux qui en ont les moyens. Il faut permettre à tous de partir en vacance, parenthèse nécessaire à chacun pour vivre au mieux le quotidien.
- Prélèvement sur les profits de l'industrie touristique pour un large développement du tourisme social. La France est aujourd'hui un des pays les plus attractifs au monde pour les touristes étrangers. Néanmoins, beaucoup de familles françaises des milieux populaires, et donc beaucoup d'enfants, d'adolescents, ou de jeunes ménages, n'ont tout simplement pas les moyens de partir en vacances dans leur propre pays. Notre industrie touristique génère largement assez de profits pour financer le tourisme social.
- Protéger la jeunesse contre le consumérisme effréné, l'américanisation galopante des mœurs et de la culture, la tendance délétère au rejet de toute contrainte scolaire. Les cascades publicitaires, la multiplication de programmes et d'émissions clairement abrutissantes aux heures de «temps de cerveau disponible» des jeunes et la relégation à des heures tardives des documentaires de sociétés traitant de sujets de fonds, autant sur les chaînes privées que sur le service public, doivent cesser.
- Il en est de même de l'«américanisation» de notre langue et de sa disparition petit à petit de l'espace public au profit du «globalish».
- Doublement des bourses. Beaucoup d'étudiants sont obligés de vendre leur force de travail dans des conditions désastreuses et d'aller à la soupe populaire, appelée aujourd'hui «Restos du Cœur», pour survivre, et la proportion d'enfants d'ouvriers ayant accès aux études supérieures est en diminution depuis plusieurs années.

QUE SONT LES J.R.C.F. ?

En janvier 2005, le Pôle de Renaissance Communiste en France (P.R.C.F.), conscient de la nécessité d'offrir à la jeunesse un outil de combat contre les injustices engendrées par le capitalisme et contre le capitalisme lui-même, décida la création du réseau Jeunes pour la Renaissance Communiste en France (J.R.C.F.).

Les J.R.C.F. luttent contre le capitalisme, l'impérialisme, le fascisme, le racisme, et la guerre. Ils luttent pour le socialisme, l'internationalisme, la solidarité et la paix entre les peuples. Ils soutiennent les forces révolutionnaires et progressistes du monde, au premier rang desquelles Cuba socialiste. Ils sont résolument aux côtés du peuple palestinien en lutte pour la reconnaissance de son droit à la vie dans un état souverain ; de la révolution bolivarienne au Venezuela ; du grand mouvement anti-impérialiste qui embrase l'Amérique Latine. Ils sont aux côtés des travailleurs du monde en lutte pour leur émancipation.

Ils estiment que seule une révolution socialiste apportera une réponse à la misère, aux malheurs, aux guerres, et à la destruction de la planète causés par le capitalisme et l'impérialisme. Ils combattent en particulier l'impérialisme étasunien et l'Union Européenne, nouveau bloc impérialiste en construction.

Ils combattent pour une société débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme, où les richesses seront équitablement réparties parmi ceux qui les produisent, au premier rang desquels figure la classe ouvrière.

Ils combattent pour une République sociale, souveraine, fraternelle, antifasciste, pacifique et démocratique.

LE COMMUNISME ÉTAIT, EST ET SERA LA JEUNESSE DU MONDE !

EN SAVOIR PLUS ?

D'ACCORD AVEC CE PROGRAMME ?

DÉCIDÉ À AGIR AVEC NOUS ?

Contacte les J.R.C.F, soit directement, via un de nos militant, soit par courriel : jrcf.orga@gmail.com